

L'identité nationale : un vieux mythe dangereux et une discussion jamais réglée à gauche (2009)

(Ce texte développe une intervention orale dans le cadre d'une discussion organisée par le Collectif anarchiste des Alpes maritimes, le CAAAM, le 11 décembre 2009, à Nice.)

Bien que la gauche, l'extrême gauche, les libertaires et de nombreux intellectuels aient refusé de participer au débat organisé par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Besson, les conséquences politiques de cette discussion nous concernent tous : que ce soit la légitimation de la xénophobie au nom d'arguments dits «culturels» ; la multiplication des contrôles policiers pour atteindre des quotas sans cesse croissants d'expulsions ; le renforcement de l'arbitraire administratif et judiciaire contre les «étrangers» ; la mobilisation d'une partie de la population de France (les «Français» et les étrangers en «situation régulière») contre une autre (les «sans papiers») ; et la précarisation accrue d'une partie du prolétariat (les «immigrés en situation irrégulière») au nom de la prétendue «régularisation par le travail».

On ne peut nier que cette question intéresse (ou en tout cas concerne) directement un certain nombre de travailleurs, à commencer par les 3,5 millions d'«étrangers» qui vivent sur le territoire français et se demandent à quelle sauce l'État français va prochainement les manger ! Mais aussi tous ceux qui ont été naturalisés (ou qui sont nés en France) et dont la carte d'identité arbore une photo avec un faciès pas tout à fait «gaulois».

Ce débat concerne tous ceux qui vivent dans d'autres pays et qui ont de la famille en France, et qui projettent de venir étudier, travailler ou vivre ici pendant un moment. Il concerne aussi tous les enfants, les ados, les jeunes qui ont de la famille dans au moins deux pays différents et qu'on somme aujourd'hui de choisir entre leur prétendue «identité nationale française» et une autre prétendue «identité nationale». C'est le sinistrement fameux : *«Tu aimes la France, ou tu la quittes.»*

Enfin, il concerne tous ceux qui sont conscients des enjeux plus larges qui se cachent derrière cette discussion. Avant d'aborder ces enjeux, qui sont fondamentaux pour comprendre la fonction politique de ce débat, il faut d'abord se livrer à un petit rappel historique. En effet, si l'on se limite à une critique de la fonction politicienne de ce débat (gêner la gauche avant les régionales, attirer les voix du Front national), on fait preuve à la fois preuve de paresse intellectuelle et d'une cécité politique suspecte. On se contente de répéter le même argumentaire antipétainiste et antifasciste que la gauche et l'extrême gauche ânonnent depuis plus d'un demi-siècle : «Vichy revient», «De Gaulle c'est le fourrier du fascisme», «Pompidou c'est la fascisation rampante», «Giscard c'est le pétainisme», «Sarkozy c'est Vichy 2» et autres absurdités.

On peut certes faire remarquer (comme l'a fait le philosophe Michel Feher) que Sarkozy et son gouvernement sont dans le mythe d'une gouvernance par objectifs, qu'ils voudraient imiter le fonctionnement d'une entreprise qui se veut performante, et que donc arrêter près de 200 000 «étrangers», en expulser 30 000 permet, à peu de frais (27 000 € par tête quand même I) de DONNER L'IMPRESSION de faire quelque chose.

Surtout en période d'approfondissement de la crise économique mondiale, à un moment où le gouvernement n'a que des DISCOURS à servir aux chômeurs, aux nouveaux licenciés, à ceux qui reçoivent les miettes du RSA et du RMI ou des retraites de misère. Ou à l'immense

majorité des travailleurs salariés qui ne peuvent même pas faire des heures sup', comme le recommandait encore, il y a peu le bouffon [Sarkozy], qui «nous» gouverne, pour la bonne raison que leurs patrons n'en ont pas besoin !

Mais il faut essayer de se dégager de l'actualité politicienne, et tenter de se saisir de ce débat truqué, à condition d'en refuser les termes et d'envisager la question dans une perspective tout à fait différente.

«Identité nationale» et immigration : quelle relation ?

Il est d'usage, dans les milieux militants de gauche, d'extrême gauche ou libertaires de nier tout lien entre ces deux questions. Cette attitude est parfaitement justifiée si l'on veut dire que toute personne qui vit en France devrait avoir le droit d'y séjourner et d'y travailler, voire d'en acquérir automatiquement la nationalité si elle le désire. Mais combien de partis de gauche ou d'extrême gauche, combien de syndicats, mènent la bataille pour que les étrangers bénéficient de tous les droits sociaux et politiques et qu'ils aient une carte d'identité ou un passeport du pays dans lequel ils résident s'ils le souhaitent ?

Combien de syndicats et de partis de gauche et de groupes d'extrême gauche ou libertaires se battent contre les 7 millions d'«emplois fermés» ? 7 millions d'emplois sont en effet interdits aux «extra-communautaires» : une cinquantaine de professions du secteur privé sont soumises à une condition de nationalité ; une trentaine exigent la possession d'un diplôme français. Les 5,2 millions d'emplois des trois fonctions publiques (employés civils de l'État, fonction publique territoriale et services hospitaliers publics), les 400 000 emplois dans les entreprises publiques à statut (EDF, GDF, SNCF, RATP) et les 200 000 postes de la sécurité sociale sont réservés à des Français ou à des membres de l'Union européenne. Même s'il repose sur une sympathique indignation morale, ce refus de vouloir examiner le lien entre la question de l'identité nationale et celle de l'immigration permet à la gauche d'adopter une posture radicale, tout en ne prônant aucune mesure concrète en faveur des «étrangers» ; elle empêche surtout de réfléchir à l'histoire particulière du capitalisme et de l'État français.

La France est restée un pays de paysans, et de petits propriétaires, beaucoup plus longtemps que ses voisins européens les plus développés. En effet, il faudra attendre 1931 pour que les deux populations (urbaine et rurale) s'équilibrent et l'année 1954 pour que la France devienne un pays majoritairement urbain. Cette situation s'explique à la fois par un calcul politique des classes dominantes et par une farouche résistance de la paysannerie française face à l'industrialisation¹. Les gouvernements du Second Empire puis de la Troisième République ont voulu s'appuyer sur une masse de petits propriétaires paysans. Ils ont en effet souhaité éviter à tout prix les conséquences sociales et politiques d'un exode rural massif, comme celui qui s'était produit en Angleterre par exemple. Pour cela, ils ont d'abord massivement «importé» de la main-d'œuvre étrangère qualifiée (des artisans suisses, belges, allemands, anglais au XIX^e siècle). Puis ils ont fait venir des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés : d'Europe, les Italiens, Polonais, Espagnols et enfin les Portugais après la Seconde Guerre mondiale ; d'Afrique, les Algériens, les Marocains, les Tunisiens, les Maliens, les Sénégalais, etc.; d'Asie, principalement les Chinois et les Vietnamiens. Du Moyen-Orient: les Turcs. La présence d'une main-d'œuvre étrangère importante sur le territoire français a donc fait débat dès la fin du XIX^e siècle.

Dans ces débats, on a délibérément négligé plusieurs phénomènes importants :

– comme nous l'avons déjà souligné, l'«importation» de main-d'œuvre étrangère a empêché un exode rural massif, et permis à la paysannerie française de survivre presque un

¹ Cf. deux des livres indispensables de Gérard Noiriel dans lesquels j'ai puisé l'essentiel des données historiques pour écrire cet article : *Les Ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècle)*, Seuil, coll. « Points », 1986 et *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle) : Discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007.

siècle de plus,

– l’immigration a permis à une bonne partie des fils de paysans, plutôt que de devenir des ouvriers non qualifiés dans l’industrie, de devenir employés, petits fonctionnaires ou instituteurs ;

– dans les usines elles-mêmes, l’immigration a permis à une partie des ouvriers français de tenir les postes les plus qualifiés et de grimper un peu dans la hiérarchie de l’usine, d’accéder à des postes de contremaître ou de chef d’équipe ; l’immigration a permis à leurs enfants d’avoir davantage de chances d’étudier ou d’échapper aux mines et aux bagnes industriels.

Pour simplifier, c’est autant la présence d’une main-d’œuvre étrangère non qualifiée que le développement de l’industrie (et, ce qui va avec, le développement de l’instruction publique), qui ont permis à beaucoup de Franco-Français de vivre mieux que leurs parents ou que leurs grands-parents, ouvriers ou paysans. Sans oublier, bien sûr, le rôle des luttes ouvrières qui ont considérablement élargi les droits des travailleurs, malheureusement en plaçant toujours au second plan ceux de leurs «frères» immigrés.

Un débat récurrent depuis les débuts de la Troisième République.

C’est parce qu’une main-d’œuvre étrangère importante vit et travaille en France depuis longtemps que le débat sur l’identité nationale est récurrent depuis au moins les débuts de la Troisième République (1870). Ce débat a évidemment pris une tournure particulière parce que la France disposait d’un empire colonial. À la xénophobie antiallemande ou anti-italienne, est venu s’ajouter le racisme anti-Arabs ou anti-Africains, ou anti-Asiatiques. Bien sûr, le discours colonial républicain a toujours prétendu assimiler complètement les personnes dites «étrangères», à partir de considérations très universalistes. Son objectif était d’«élever», dans tous les sens du terme, les «indigènes» dans le respect des valeurs républicaines.

Aujourd’hui l’UMP et Sarkozy oscillent entre une politique d’intégration traditionnelle (l’assimilation prônée par la droite et la gauche républicaines) et une politique plus proche du multiculturalisme anglo-saxon, sans vraiment choisir entre les deux. S’agit-il d’un calcul visant à semer le trouble et à diviser la population, ou d’une véritable désorientation de la classe dirigeante actuelle ? Je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse. La bourgeoisie et la classe politique ne savent absolument pas comment construire l’État fédéral européen dont elles rêvent. Un nationalisme européen pourrait être une solution, mais il se constituerait forcément sur les débris des anciens nationalismes étatiques et des régionalismes, et cela ne pourrait se passer sans heurts et conflits violents. Donc les possédants font flèche de tout bois dans la plus grande confusion. Confusion qui ne règne pas seulement dans la tête de Sarkozy.

Quant aux bagarres politiques et juridiques pour définir qui est français et qui ne l’est pas, qui a le droit de travailler ou de vivre en France, au bout de combien d’années un étranger naturalisé peut devenir fonctionnaire, ces discussions ne datent pas de la présidentielle de 2007. Elles sont récurrentes depuis le XIX^e siècle et elles n’ont jamais vu les syndicats et partis de gauche défendre une position clairement antinationaliste et encore moins anationaliste. Il suffit de mentionner la question de la préférence nationale dans la fonction publique ou du droit de vote des étrangers, pour l’illustrer (pour quelques chiffres révélateurs, on se reportera notamment au site de l’Observatoire des inégalités).

Ceux qui ont le plus réfléchi aux critères permettant de définir la prétendue «identité nationale», ceux qui ont écrit et pensé toutes les lois et circulaires entre 1870 et 1940, durant toute la Troisième République, ce ne sont pas des politiciens de droite ou d’extrême droite, les antisémites et les nationalistes de l’Action française, par exemple. Ce sont des universitaires, des juristes, des économistes ou des démographes, tous bons républicains de gauche ou radicaux (au sens du Parti radical, on dirait des centristes aujourd’hui, sans la connotation chrétienne). Ce sont ces gens-là qui ont établi les critères de la nationalité et de la naturalisation de 1870 à 1940. Bien avant Pétain donc. Et sans que la gauche et les syndicats mènent un combat frontal contre leur définition de la nationalité ou leurs critères de naturalisation.

Le fichage des citoyens et des étrangers : une tradition bien française

Le fichage et le flicage des «étrangers» sont toujours allés de pair avec des débats parlementaires sur l'identité nationale pendant le XIX^e siècle et le XX^e siècle. Ils sont allés de pair aussi avec de multiples lois et circulaires répressives - bien avant le CESEDA, ce Code du séjour des «étrangers» qui a été voté en 2006, quand Sarkozy sévissait au ministère de l'intérieur.

Dès les années 20, l'État français était un modèle de répression des «étrangers» pour tous les États du monde capitaliste occidental. À l'époque, des responsables des services américains de l'immigration sont venus étudier à Paris le système de fichage de la population étrangère mis au point par la préfecture de police, fichage exemplaire à une période où n'existaient pas encore les ordinateurs et les empreintes génétiques.

Et le préfet de police de Paris tenait tellement à ces fiches qu'en 1940 il chargea ces centaines de milliers de fiches dans des péniches qui heureusement coulèrent, ce qui fait que les Allemands renoncèrent à les exploiter, vu leur mauvais état.

Le fichage des citoyens et des «étrangers» est donc une tradition «nationale», bien française, de tous les régimes politiques républicains depuis 1870, et bien antérieure à Sarkozy. La discussion sur ce que sont les fumeuses «valeurs républicaines» qui fonderaient la prétendue «identité nationale française» a plus d'un siècle. Et dans cette discussion il y a toujours eu beaucoup plus de convergences entre la droite et la gauche, que de divergences réelles.

Baisse de la natalité et peur de l'«invasion» étrangère

Derrière la discussion sur l'identité nationale, pointe une peur récurrente d'une «invasion» étrangère, clandestine ou pas, et cette peur a été créée par un facteur très concret : la baisse constante de la natalité. Cette peur agite les politiciens depuis que les démographes ont découvert, à la fin du XIX^e siècle, que les paysans français (qui se sont portés acquéreurs des terres des biens nationaux après la Révolution et ne souhaitaient pas morceler leurs terres entre de trop nombreux héritiers), puis les ouvriers, pratiquaient la contraception et la limitation volontaire des naissances (sans compter les avortements, évidemment) bien avant l'apparition de la pilule ou des distributeurs de préservatifs.

Après la défaite de 1870 et face à la rivalité avec l'Allemagne, c'est cette baisse de la natalité qui a poussé les hommes politiques français à faciliter les conditions de séjour, puis de naturalisation des «étrangers». Entre les deux guerres, cette peur de l'«étranger» a persisté, avec des tendances contradictoires : d'un côté, le patronat voulait continuer à «importer» de la main-d'œuvre surtout après la saignée considérable provoquée par la Première Guerre mondiale ; mais, de l'autre côté, l'État français voulait contrôler ce qu'il appelait les «flux migratoires», afin de pouvoir se servir encore une fois des «étrangers» comme boucs émissaires face à la crise et de les précariser au maximum.

Après la Seconde Guerre mondiale on a de nouveau ouvert les frontières, pour les refermer à partir de 1974. En période de crise économique, le débat sur l'identité nationale, avec sa composante démographique cachée, revient sur le devant de la scène politique, en période de prospérité il recule. Mais derrière ce débat, il y a toujours la peur d'une baisse démographique qui «noierait» la fameuse et fumeuse identité française sous un tsunami d'étrangers «barbares». Au-delà de ce rappel historique, si l'on veut comprendre la discussion sur l'identité nationale en France, il faut aussi la resituer dans le cadre de débats qui traversent tous les pays européens.

Un débat européen

Quand Sarkozy a annoncé la création d'un ministère de l'Identité nationale, on ne peut pas dire que la gauche et l'extrême gauche se soient beaucoup mobilisées. Pour ce qui concerne la gauche, c'est un peu normal car un chevènementiste comme Max Gallo, un gaulliste comme Henri Guaino, ou un socialiste comme Eric Besson ont beaucoup de choses en commun. Et tous les trois sont des proches de l'actuel Président. En gros, Sarkozy a fait appel à certains éléments de la gauche nationaliste, souverainiste, pour mettre en place son idéologie. Aujourd'hui ce

discours chauvin, type Troisième république, ne provient pas des rangs de la droite, mais bien de ceux de la gauche, et il révèle les liens troublants que la gauche entretient et a toujours entretenus avec le nationalisme. C'est d'ailleurs pourquoi la gauche refuse de discuter de l'identité nationale car elle est incapable de la dénoncer comme une fumisterie et s'accroche encore au fantasme d'une bonne «nation».

De plus, si l'on tient à repérer les origines plus récentes de ce débat, l'initiative ne vient pas du tout de l'UMP française mais des chrétiens-démocrates allemands.

Ce n'est sans doute pas un hasard si ce débat a commencé en Allemagne : cela semble logique lorsque deux États (la RFA et la RDA) qui s'étaient combattus idéologiquement pendant cinquante ans se réunissent brusquement. Le nationalisme allemand a pris une nouvelle vigueur, après avoir adopté un profil bas pendant presque un demi-siècle, à cause du nazisme et de ses conséquences mortifères. Mais c'est surtout la chute de l'empire soviétique, la fin des blocs, qui ont provoqué une remise en question du rôle de l'Europe à l'échelle mondiale, et aussi des rapports de force entre chaque État européen, donc un regain des nationalismes et des régionalismes.

Les chrétiens-démocrates allemands ont lancé la discussion sur l'identité nationale dans leur pays il y a une quinzaine d'années, puis l'ont exportée aux Pays-Bas avec un grand succès.

Aux Pays-Bas, ce débat a renforcé le courant nationalpopuliste xénophobe et poussé le Parlement néerlandais à revenir sur la politique multiculturaliste qu'il prônait et pratiquait depuis des années.

Cette discussion internationale sur l'identité de chaque pays européen est donc liée aux transformations que connaît l'Europe ; à la fin de la guerre froide, et aux effets de plus en plus évidents de la mondialisation sur ce continent.

En ce moment, en Espagne, il y a par exemple une discussion sur le fait de savoir si la Cour constitutionnelle de l'État espagnol a le droit de se prononcer sur les résultats positifs d'un référendum où les Catalans ont décidé, entre autres, qu'il existait une nation catalane distincte des nations ou nationalités basque, castillane, etc. (Ce débat s'est d'ailleurs terminé par un avis négatif de la Cour constitutionnelle en juillet 2010, à la grande indignation des nationalistes catalans.)

Trois peurs et trois phénomènes européens

Les partisans de l'identité nationale essaient de manipuler trois peurs provoquées par trois phénomènes qui concernent tous les pays d'Europe, même si ce n'est pas dans les mêmes proportions.

Le premier phénomène est la présence sur le territoire européen d'une dizaine de millions de travailleurs dits «extra-communautaires», ou «allochtones», en clair africains, asiatiques, turcs et latino-américains. Ces travailleurs ont l'intention de s'installer en Europe (au moins pour quelques années) et plusieurs millions d'entre eux ont acquis ou vont acquérir la nationalité européenne. Il faut ajouter à ces 10 millions «extra-communautaires» une douzaine de millions d'Européens qui ne vivent et ne travaillent pas dans leur pays d'origine. 22 millions sur 450 millions d'habitants cela ne représente pas un grand pourcentage de la population européenne totale, mais suffisamment pour être l'objet de toutes sortes de manipulations politiques et de peurs irrationnelles. À moins de prétendre qu'il y ait des millions de travailleurs clandestins... ce que ne se privent pas de dire la droite et l'extrême droite.

Le deuxième phénomène est l'existence de l'Union européenne qui est en train de s'engager dans un projet d'Europe fédérale dont on ignore s'il se réalisera un jour et quelle forme il prendra, mais dont on sait déjà qu'il remet en cause le pouvoir et les attributions de chaque État. La construction de l'Union européenne ravive toutes sortes de peurs nationales voire régionales (cf. La Ligue du Nord, mais aussi les partis nationalistes catalan, basque, écossais, flamand, etc.), qui sont exploitées par les partis conservateurs et d'extrême droite.

Le troisième phénomène est la série de crises de plus en plus profondes qui ont abouti à des

restructurations, à la création de nouvelles entreprises internationales ou transnationales, à des licenciements de masse, à une montée du chômage, à la disparition de secteurs économiques entiers (mines, textile, sidérurgie, chantiers navals, etc.), à la vente d'entreprises publiques à des transnationales (vente suivie de leur démantèlement et de «dégraissages» massifs), etc. Ces crises donnent l'occasion à tous les partis conservateurs de se servir des «étrangers» comme boucs émissaires.

En effet, les partis conservateurs sont désorientés, tout comme les partis et syndicats de gauche qui n'ont jamais eu d'autre horizon qu'une politique étatiste, qu'elle soit keynésienne-social-démocrate, ou stalinienne de type soviétique.

Grands partisans des pouvoirs souverains de l'État, ils voient ces pouvoirs être grignotés de deux côtés : du côté de la construction chaotique de l'Union européenne (qui donne plus de pouvoir aux régions, tout en essayant de créer à grand-peine un embryon de gouvernement fédéral européen), et du côté de la mondialisation qui donne plus de pouvoir et d'influence encore aux entreprises transnationales.

Cette désorientation s'est traduite, sur le plan politique hexagonal, par les gesticulations de Nicolas [Sarkozy] le Bouffon qui a prétendu à lui tout seul «moraliser le capitalisme» et faire plier les spéculateurs... tout en prônant un «grand emprunt» que l'État va contracter auprès de ces mêmes financiers qu'il juge amoraux. Une telle impuissance de l'État et du gouvernement face aux évolutions du capitalisme mondial ne peut que pousser les politiciens à trouver des cibles faciles aux frustrations des travailleurs et des couches populaires, et à puiser dans le vieux fonds de la xénophobie masquée sous une couche de républicanisme souverainiste.

Droite et racisme : un changement idéologique

Il faut signaler un dernier point qui influe sur la façon dont on critique l'usage du thème de «l'identité nationale» par la droite et l'extrême droite. Les réactionnaires, quand ils sont habiles, ne se déclarent plus ouvertement racistes, ils n'avancent plus ouvertement le discours sur la supériorité des races. Ils vantent la défense des cultures nationales ou ethniques, des nations, des traditions populaires locales, voire même des «peuples premiers», c'est-à-dire les Indiens d'Amazonie ou les aborigènes d'Australie. Si l'on ne combat pas les réactionnaires sur ces terrains-là aussi, alors leurs idées pollueront de plus en plus toutes les discussions politiques. Et elles le font déjà.

Les courants les plus «subtils» de l'extrême droite et de la droite sont parfaitement capables de louer l'originalité de la culture malienne, turque, ou chinoise, ou même arabo-musulmane... tant que les porteurs de ces fameuses «cultures» nationales restent dans leurs pays d'origine.

Les réactionnaires sont présents et actifs dans les mouvements altermondialistes et écologistes, ils récupèrent leurs thèmes et parfois leurs thèses ; ils empruntent une partie de son vocabulaire à la gauche ou à l'extrême gauche ; ils se présentent comme multiculturalistes ou comme hostiles à l'impérialisme américain, ou comme anti-libéraux.

Quant à la droite sarkozyste elle nous donne le tournis : un jour elle nous parle de «multiculturalisme», le lendemain des «racines chrétiennes de la France» et le surlendemain elle dénonce «l'islamophobie» puis «l'islamisme». Et les pitres de l'UMP d'opérer toutes sortes de dérapages xénophobes ou racistes, que dénonce le PS tout en hésitant longuement à exclure Georges Frèche, dont les propos n'avaient rien à envier à ceux de Hortefaux and Co.

Face à une telle confusion, il n'est pas évident de se repérer, d'avoir des positions claires.

Notons quand même que Sarkozy a pris soin de définir ce qu'il appelle «la France» non pas d'un point de vue racial (ou ethnique, ce qui revient au même) comme le fait le Front national, mais en invoquant les «valeurs républicaines» traditionnelles, auxquelles il a ajouté pour faire bonne mesure la «diversité», «la défense des droits des femmes», etc., toutes valeurs que défend la gauche.

Retour sur trois définitions : identité, nation et culture

Après avoir rappelé le cadre historique et européen du débat, il faut aussi s'attaquer aux

termes mêmes qui sont employés et à leur caractère politiquement dangereux.

Prenons d'abord la définition de l'identité selon le Robert : : *«le fait pour une personne d'être tel individu et de pouvoir être également reconnue pour tel sans nulle confusion grâce aux éléments (état civil, signalement) qui l'individualisent»* ou bien ces éléments: état civil plus signalement. L'identité se réduirait à l'apparence physique (ce que le dictionnaire appelle pudiquement le «signalement», et qui peut ouvrir la porte à un fichage ethnique «volontaire» comme c'est le cas aux Etats-Unis sur les passeports) et à la possession d'une carte d'identité, qui (elle) est une question purement juridique et administrative. On me permettra de douter qu'un individu puisse se réduire à ces éléments matériels-là, même s'ils sont très utiles pour la police et la justice, pour fichier les individus ou pour définir leurs droits (si l'on admet que le titulaire d'une carte d'identité ne doit pas avoir les mêmes droits qu'un non- titulaire).

S'interroger sur l'identité nationale, c'est croire (ou prétendre) que l'identité d'un groupe imaginé (ethnie, peuple, nation, etc.) serait éternelle, immuable. C'est minimiser ses différences internes, pour maximiser ses différences externes. Cela a toujours servi à justifier les guerres, les invasions, aujourd'hui les interventions «humanitaires».

L'identité nationale repose sur des sentiments (l'amour de la patrie, la fierté d'entendre un hymne, la nostalgie d'un paysage, d'une odeur, d'un plat). Les politiciens jouent sur la puissance de ces émotions pour créer une communauté politique imaginaire, et surtout renforcer le pouvoir de l'État et de ses institutions répressives.

Comme l'explique le journal *Ici, Ensemble* dans son supplément au numéro 13, de novembre 2009 :

«La proposition principale de ce texte est intitulée “la promotion de notre identité nationale doit être placée au cœur de votre action”. Il est significatif que cela arrive après le détail minutieux des procédures mises en œuvre pour séparer les gens entre Français et immigrés (au nom de l'intégration non réussie et non réalisable), et par le détail, lui aussi minutieux de la persécution à mener et que nous avons analysé plus haut.

«La nouveauté est là : l'État a décidé de définir “ce que signifie être français”. Il est clairement explicité que cela doit devenir non seulement une question politique majeure, mais aussi qu'il est du ressort de l'État de le formuler.

«Tout est dit avec cette phrase : “la citoyenneté, ce n'est pas une utopie qui rejette la nation et l'État de droit, c'est la participation et l'adhésion active aux règles qui permettent de vivre ensemble dans notre République” et plus loin “nous devons assumer mais aussi célébrer (...) la fierté d'être français”.

«Il est bien entendu que les “règles”, ce sont les lois. Autrement dit : est considéré comme bon citoyen français celui qui accepte les lois sans broncher. Après “l'immigré choisi” nous arrivons au “citoyen choisi” !

«Il s'agit d'une politique identitaire affirmée, où être “français” se définit avant toute chose comme ne pas être “immigré”. Qui est “immigré” alors pour l'État ? Si on prend ce point à l'envers, il est sûr que Dati et Yade ne peuvent pas être considérées comme “immigrées” car elles sont militantes des lois de persécution envers les “immigrés clandestins”, et elles sont même, à ce titre, élevées au rang de citoyennes françaises exemplaires ! Il est donc clair que quiconque agit de la sorte est accueilli dans la République et la Nation telles que définies par l'État : être français dans ce cas n'est plus un acte administratif mais devient un acte et une catégorie politiques.

«Ainsi, aimer la France revient à aimer l'État, ses partis, ses lois... en aucun cas les gens comme ils sont, comme ils se définissent eux-mêmes. Être fier d'être français, c'est être fier des efforts de guerre et de la persécution contre les plus faibles.»

Malgré leur idéologie post-maoïsante, ces militants décryptent bien, dans leurs tracts et leurs brochures la politique de l'UMP en ce qui concerne l'immigration. On ne peut que regretter que les groupes trotskystes et libertaires ne disposent pas d'un argumentaire aussi complet et facile

à lire pour démolir la propagande du ministère de la Honte et du Drapeau et avancer aussi quelques propositions élémentaires pour renforcer l'égalité des droits entre tous les travailleurs.

La nation : un concept au service de l'État bourgeois

L'UMP se gargarise avec ce terme dont le sens a beaucoup évolué depuis le XIX^e siècle. Il est loin le temps (1907) où Gustave Hervé pouvait consacrer tout un livre (*Leur patrie*) à la dénonciation de la patrie tout en concluant : «*Une patrie, c'est cela ! C'est cette monstrueuse inégalité sociale, cette honteuse exploitation d'une nation par une classe privilégiée.*» La droite et l'extrême droite n'ont jamais vu de grande différence entre la patrie et la nation, alors que la gauche et l'extrême gauche ont souvent eu tendance à opposer la mauvaise patrie (idée néfaste au service des classes dominantes) et la bonne nation (sous-entendu le peuple). Quoi qu'il en soit, si l'on croit la définition du Robert, le sens du terme nation est assez clair du point de vue politique : «*groupe humain constituant une communauté politique établie sur un territoire défini et personnifié par une autorité souveraine*».

Cette définition n'est pas plus satisfaisante. Car il existe des États sans nation unique (Royaume uni, Espagne), des nations sans État unique (les Kurdes, par exemple) et même des nations (des «peuples») qui ne veulent surtout pas d'État (les Roms).

La définition juridique fournie par le dico n'est pas meilleure car elle indique que la nation serait une «personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant l'État».

Cette définition implique que si le chef d'un État dit démocratique prend une décision (par exemple si Bush envoie des troupes en Irak, ou Sarkozy décide d'intervenir en Afghanistan) tous les citoyens membres de cet État, sont engagés par sa décision, puisqu'ils ne forment qu'un avec le Président qui incarne la Nation. On voit que derrière la neutralité apparente des mots, il s'agit d'obliger les individus à respecter l'«autorité souveraine» d'un État, et à taire ou à minimiser ce qui différencie ou caractérise chacun de nous.

La culture, dernier rempart des identitaires de droite comme de gauche, voire d'extrême gauche ou libertaires

Selon le Robert, la culture serait l'«*ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation*». Cette définition ne nous apprend rien et est même plutôt inquiétante car, au mot «civilisation», le dictionnaire nous indique d'abord qu'il s'agirait de l'«*ensemble des caractères communs aux vastes sociétés les plus évoluées*» Vous avez bien lu, «vastes» et «les plus évoluées». Un peu plus loin, le dictionnaire précise que la culture désigne les «*phénomènes sociaux, religieux, moraux, esthétiques, scientifiques, techniques propres à une grande société ou à un groupe de sociétés*». Mais cette définition exclut elle aussi les petits «peuples» (encore un terme piégé !), disons les petites sociétés humaines, ou celles dont l'histoire n'a pas eu un rayonnement international ou universel.

La «culture» d'une nation ou d'un peuple se réduit le plus souvent (pour les démagogues, les politiciens et les chefs religieux) à un ensemble de normes et de traditions qui n'ont aucune rationalité particulière, et que personne ne peut critiquer. La «culture» est souvent un instrument d'exclusion car elle est la référence incontournable de l'unicité et de la fermeture d'un groupe aux influences extérieures qui «menacent» sa disparition.

Derrière la dénonciation de l'écrasement des «cultures» nationales et régionales au profit d'une «culture» mondialisée (sous-entendu américaine ou impérialiste), il y a souvent une volonté de planter des barbelés et des miradors idéologiques autour de chaque culture régionale ou nationale afin de faciliter l'ascension de tel ou tel parti qui désire accéder à la mangeoire étatique : en Europe, les nationalistes flamands, irlandais, catalans, écossais, basques, corses, bretons, etc., n'ont aucune intention de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'il s'agisse de l'identité, de la nation, du peuple ou de la culture, tous ces termes sont piégés. On peut bien sûr s'en servir mais avec beaucoup de précautions car, si nous prétendons changer radicalement la société, nous pouvons difficilement nous servir de ces mots sans être prisonniers des sens qu'ils véhiculent.

En effet, ils ont surtout pour fonction de mettre tous les individus dans le même sac. Ils servent à nous faire oublier qu'un ouvrier basque n'a pas les mêmes intérêts que son patron basque ; qu'un travailleur sans-papiers chinois n'a pas les mêmes intérêts que son marchand de sommeil chinois ; que le fait d'avoir la même carte d'identité qu'un flic ou un militaire français ne nous oblige nullement à le respecter au nom d'une prétendue «citoyenneté» commune, ni à croire que la police est faite pour protéger les braves gens ou que l'armée est faite pour défendre la «démocratie» en Afghanistan.

Tout ce qui aboutit à une quelconque union ou paix entre les classes, à une union nationale, au bénéfice d'un État freine et dévoie toujours les luttes des travailleurs. En ce moment, en France, comme dans le reste de l'Europe, on remarque un inquiétant durcissement à droite avec ce thème de la prétendue identité nationale. Mais on constate aussi qu'il est relayé par la gauche nationaliste, souverainiste, voire altermondialiste. Il n'y a pas un bon et un mauvais nationalisme. Tous les nationalismes sont mortifères. Cette montée du nationalisme qu'il soit purement français ou qu'il soit européen doit nous alerter, nous mobiliser et nous inciter à développer un solide argumentaire, sous peine de laisser l'initiative à l'adversaire.

Yves Coleman, décembre 2009 (texte paru dans la revue *Ni patrie ni frontières* 33/34/35, juin 2011, sur le thème « Les pièges mortels de l'identité nationale »)